

**Le journal  
d'Arlette  
Laguiller**

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**LUTTE**  
**OUVRIÈRE**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)



Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2242 - 22 juillet 2011 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

**Pendant que les politiciens  
amusent la galerie**

**Capitalistes  
et banquiers  
nous font  
les poches**

p. 3 et 5



**De l'UMP au PS**  
**L'austérité est leur  
seul programme**

p. 4

# SOMMAIRE

## Leur société

- p.4 ■ Primaires socialistes  
 ■ 14 juillet
- p.5 ■ Dettes des Etats  
 ■ Surendettement des ménages  
 ■ « Stress-tests » pour les banques

## Dans le monde

- p.6/7 ■ Grande-Bretagne : affaire Murdoch  
 ■ Italie : plan d'austérité  
 ■ Gabon : l'armée française protège Bongo mais surtout Total etc...
- Afghanistan : on croit mourir pour la patrie
- p.8 ■ Tunisie : un mort parmi les manifestants de Sidi Bouzid  
 ■ Egypte : grèves et manifestations  
 ■ Algérie : grève à la compagnie aérienne nationale

## Dans les entreprises

- p.9 ■ Montpet - Fonderies du Poitou Alu (Vienne)  
 ■ Aluminium Péchiney (Rio Tinto)  
 ■ Cityrama - Paris
- p.11 ■ Renault-Trucks - Lyon  
 ■ Renault  
 ■ La Poste

## Dans les hôpitaux

- p.10 ■ AP-HP  
 ■ Hôpital de la Timone - Marseille  
 ■ IRM

# En août toujours pas de revalorisation du smic

Au 1<sup>er</sup> août, le smic actuellement à 1 073 euros net ne sera pas augmenté. Il aurait fallu pour cela que l'indice des prix à la consommation hors tabac ait augmenté de 2 % par rapport au 1<sup>er</sup> janvier, date de la dernière hausse du smic. Or actuellement la hausse serait de 1,96 %.

Cet indice des prix est le résultat d'un savant calcul dont le but est de minimiser la hausse réelle des prix. Mais tous les ménages des milieux populaires savent bien que les dépenses de première nécessité, le logement, les transports, la nourriture, les vêtements, etc. voient leurs prix s'envoler à des rythmes bien supérieurs. Rien que l'électricité a augmenté de 2,9 % au 1<sup>er</sup> juillet. Et que dire de Total qui, avec plus de dix milliards de profits l'an dernier,

annonce encore une hausse pour les carburants ?

À ce petit jeu les 3,4 millions de smicards sont toujours perdants, tout comme l'ensemble des salariés dont le niveau de vie continue de régresser. Les capitalistes décident sans aucune entrave des prix de leurs produits. En revanche, les travailleurs ne décident jamais des montants de leur salaire. Au contraire même, toute une réglementation, mise en œuvre par une armée de spécialistes, est là pour limiter la progression des salaires, y compris les plus bas d'entre eux.

Il y aurait pourtant une équation simple à mettre en œuvre : quand les prix augmentent les salaires doivent suivre... et puis c'est tout !

François JORIL



De plus en plus dur pour les smicards.

# Sarkozy aux petits soins pour les médecins...

La loi Bachelot de 2009 prévoyait d'obliger, sous peine d'amende, les médecins installés dans les zones surmédicalisées à aller aider leurs confrères exerçant dans des endroits où le manque criant de médecins complique l'accès aux soins pour la population. Cette disposition vient d'être annulée par l'Assemblée nationale et le Sénat, sur proposition d'un député UMP. En fait, elle n'avait jamais été vraiment appliquée, sa suspension ayant

été annoncée dès 2010 sous la pression des milieux médicaux. À la trappe aussi l'obligation de déclarer ses vacances aux Agences Régionales de Santé pour permettre une meilleure permanence des soins.

En 2009, Roselyne Bachelot prétendait lutter contre les « déserts médicaux ». C'était déjà bien hypocrite. Sa loi mettait en effet également en place des regroupements d'établissements de santé, incluant les cliniques privées. Cela a abouti

à la suppression de nombreux services dans les hôpitaux locaux, et même à la fermeture de certains établissements. On voit aujourd'hui que le seul volet qui pouvait sembler un peu favorable aux malades n'était que de la poudre aux yeux. Il vient de voler en éclat sans que personne au gouvernement n'ait jamais eu la moindre envie de l'appliquer.

À quelques mois des élections, le gouvernement n'est pas avare de cadeaux à des milieux

qui constituent un électorat traditionnel de la droite. Le mois dernier, les députés UMP dispensaient les dentistes de déclarer le prix d'achat des prothèses dentaires qu'ils facturent, souvent au prix fort, à leurs clients. La transparence a ses limites ! Vis-à-vis de ces milieux, Sarkozy déclare qu'il faut éviter les mesures « vexatoires » et que « la coercition ne marche pas ». Il la réserve aux travailleurs.

Daniel MESCLA

## Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : **Association de financement du parti Lutte Ouvrière** en les envoyant à l'adresse suivante : **LUTTE OUVRIÈRE BP 233 75865 PARIS CEDEX 18**

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

### LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

### SUR INTERNET

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

**Lutte Ouvrière**  
**l'hebdomadaire**

[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

**Lutte Ouvrière**  
**multimédia**  
 (télé, radio, CLT)

[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

**Lutte Ouvrière**  
**audio**

(version parlée de nos textes)  
[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

**La lettre d'information**  
**hebdomadaire par e-mail**

Abonnez-vous gratuitement

### Adresser toute correspondance à :

**LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18**

### ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : .....Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....Ville : .....

Ci-joint la somme de : .....

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €
Envois sous pli fermé : tarifs sur demande			

## Refusons de payer leur crise

Périodiquement, les experts et les dirigeants politiques annoncent que la crise se termine et que l'on voit le bout du tunnel. Et tout aussi régulièrement, les craquements se font entendre dans le système financier. Non seulement dans des pays comme la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne ou l'Italie, mais aussi aux États-Unis, aux prises avec une dette qui surpasse celle des autres pays.

Et pendant ce temps-là, devant cet arrière-plan guère rassurant, les politiciens français gesticulent. Il a suffi tout récemment que la candidate d'Europe-Écologie-Les Verts, Éva Joly, ose, timidement, discuter de l'utilité du défilé militaire du 14 juillet – ce qui relève du simple bon sens – pour qu'aussitôt, du PS au FN, on l'accuse d'outrage à l'armée française. Rien que ça. Puis, un mot en appelant un autre, la droite, Premier ministre en tête, lui a contesté le droit d'avoir un avis sur la question, sous prétexte qu'elle était née en Norvège, il y a plus de soixante ans. Consternant !

Mais surtout dérisoire. D'autant que les ténors des différents partis, qui se sont bousculés pour donner leur avis sur cette question devant les caméras complaisamment présentes, sont d'accord entre eux sur un point essentiel. Tous se sont déclarés, d'Éva Joly à Marine Le Pen en passant par les différents prétendants du PS, en faveur de l'intervention militaire en Libye. Et pourtant là, il ne s'agit plus d'une parade symbolique, sans conséquence. Les avions fabriqués par Mr Dassault sont de vrais avions, qui déversent de vraies bombes, qui détruisent de vraies maisons et tuent de vraies personnes.

Oui, cette polémique est ridicule, même si le positionnement des uns et des autres sur cette question permet de vérifier que, même au niveau des symboles, ils se retrouvent tous aux côtés de ceux qui s'émeuvent au son du clairon qui sonne et au spectacle du drapeau qui flotte, que dénonçait si justement Georges Brassens.

Et ce petit jeu des petites phrases risque de se poursuivre jusqu'aux élections de 2012. Pour ceux qui s'y livrent, cela a l'avantage de ne pas avoir à parler de ce qu'ils proposent s'ils sont élus. Mais cela illustre surtout le fait que les travailleurs n'ont rien à attendre des élections. D'autant moins que ceux qui risquent

d'être élus ne s'engagent sur rien. On peut même dire que ni la droite ni le PS n'entretiennent d'illusions, mais ils nous promettent chacun la rigueur sociale.

Car derrière le théâtre d'ombres de ces polémiques, il y a la réalité de cette crise économique qui n'en finit pas et que veulent nous faire payer ceux qui l'ont provoquée, les banquiers, les industriels, en un mot nos exploités.

Il suffit de regarder ce qui se fait au-delà de nos frontières pour savoir ce qui nous attendrait si nous laissons faire. Les plans d'austérité, qui se mettent en place en Grèce, au Portugal, en Espagne et, ces jours derniers, en Italie, donnent une idée de ce que préparent ici, nos gouvernements actuels et futurs. D'ailleurs pas besoin de faire un effort d'imagination. Il suffit de constater ce qu'ont déjà entrepris Sarkozy et ses acolytes.

Ils se sont attaqués à l'automne dernier aux retraites des salariés. Le grignotage des droits permettant d'accéder aux soins se poursuit. L'érosion du pouvoir d'achat des salaires et des retraites s'accélère, au rythme d'une augmentation des prix effrénée. Le chômage se maintient à des sommets vertigineux.

Face à cette situation, le monde du travail et les classes populaires auront à se défendre pour refuser de payer pour une crise et pour des dettes dont ils ne sont en rien responsables.

Et en premier lieu, face à la dépréciation du pouvoir d'achat, il faudra exiger que les salaires soient indexés automatiquement sur l'évolution des prix, tout comme les retraites et les pensions diverses.

Face au chômage, il faudra imposer l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous, avec maintien des salaires.

Il faudra aussi mettre sous contrôle des salariés et de leurs organisations toutes les activités bancaires, dans le cadre d'une banque unique, au service des seuls intérêts de la collectivité.

En cette période de congés, l'esprit n'est peut-être pas à la lutte. Mais ne nous y trompons pas, gouvernement et patronat nous préparent une rentrée à leur façon. Il faut que, de leur côté, les travailleurs préparent la riposte, en s'y mettant tous ensemble.

### • Prix des carburants

## Total dicte ses volontés

**Le ministre de l'Énergie, Éric Besson devait rencontrer mardi 19 juillet le patron de Total, Christophe de Margerie. L'annonce une semaine auparavant de l'augmentation des prix du carburant à la pompe ayant choqué très largement la population, le gouvernement tente de montrer qu'il se préoccupe du problème.**

Christophe de Margerie avait en effet déclaré ne pas pouvoir faire autrement que d'augmenter le prix à la pompe,

ne décidant pas du prix du pétrole. Il avait ajouté, avec une bonne dose de cynisme: « *je me suis engagé vis-à-vis de Bercy à répercuter le prix du pétrole à la pompe* » à la baisse comme à la hausse, et avait poursuivi « *sans provocation, le problème, c'est qu'on va continuer à le faire et donc ça ne va pas faire plaisir.* », « *il va falloir s'y habituer.* ». Total a fait trois milliards de bénéfices au premier trimestre 2011 et dix milliards l'an dernier, mais il ne pourrait rien faire d'autre que d'augmenter le prix à la pompe!

Cette augmentation

alimente le mécontentement dans les classes populaires qui voient leur pouvoir d'achat se réduire au rythme de la hausse des dépenses de transport, et ce alors que les actionnaires de Total engrangent les profits. De plus, au même moment, la presse rappelait que Total ne paie pas d'impôt sur les bénéfices en France sous prétexte que le groupe n'y enregistrerait que des pertes.

Pour tenter de calmer les critiques, Total a déclaré renoncer au Bénéfice Mondial Consolidé, tour de passe-passe qui permet d'imputer en France des

pertes subies à l'étranger. Mais on peut parier qu'il n'y perdra rien car les grands groupes capitalistes disposent de mille et un moyens pour ne pas payer d'impôts ou très peu, en comparaison des bénéfices réalisés.

Au lendemain des déclarations du PDG de Total, Xavier Bertrand a fait mine de s'inquiéter en parlant, sans rire, de la nécessaire transparence des affaires, comme si le gouvernement n'avait pas les moyens, s'il le voulait, de savoir ce qui se passe dans les coulisses de cette grande société. Éric Besson a, au contraire, mis les pieds dans

le plat, défendant ouvertement les décisions du groupe pétrolier et qualifiant de grotesque la polémique sur les profits de Total; « *je suis heureux qu'un grand groupe français contribue à la sécurité d'approvisionnement énergétique de notre pays* » a-t-il déclaré.

Visiblement, ce n'est donc pas Besson qui va mettre le PDG de Total à la redresse et l'obliger à réduire ses profits plutôt que d'augmenter les prix à la pompe.

Aline RETESSE

## • Primaires du PS Les dirigeants socialistes nous promettent l'austérité pour 2012

La date limite pour le dépôt des candidatures à la primaire socialiste étant passée, on connaît désormais la liste des postulants. En fait, ces derniers avaient eu déjà l'occasion de se faire entendre, et surtout de se montrer sous toutes les coutures.

La compétition est donc officiellement lancée. En particulier entre les deux favoris, François Hollande et Martine Aubry, chacun marquant l'autre. Dès leur premier échange, c'est à qui saurait se montrer le plus responsable, mais non pas vis-à-vis de l'électorat traditionnel des socialistes, les salariés et les classes populaires. Ils considèrent que cet électorat leur est automatiquement acquis. Ceux qu'ils ont voulu rassurer sont les milieux d'affaires, les banquiers et autres spéculateurs à grande échelle. Hollande et Aubry ont l'un après l'autre déclaré qu'ils respecteraient les engagements de la France, c'est-à-dire de la droite actuellement au gouvernement, à réduire son déficit à 3 %, norme fixée par l'accord de Maastricht, entre les États membres de l'Union européenne, et cela dès 2013.

Ainsi donc les dirigeants socialistes s'engagent à rembourser la dette que la droite a contribué à creuser, pour multiplier dons et faveurs aux milieux d'affaires. On passe l'éponge, on efface la note et on repart à zéro, en quelque sorte.

Au menu donc, si Aubry ou Hollande l'emportait en 2012, ce serait l'austérité, dès

leur élection, à la différence de ce qui s'était passé en 1981, lors de l'élection de Mitterrand et d'une majorité socialiste à l'Assemblée nationale. Il avait fallu alors un an, pour voir en 1982 le gouvernement Mauroy mettre en place son plan dit de rigueur, pour éviter de parler d'austérité.

Les dirigeants socialistes déclarent aussi qu'ils supprimeront tout ou partie des niches fiscales qui permettent aux plus riches d'échapper à l'impôt. Ils oublient de dire qu'une partie de ces niches ont été mises en place par des gouvernements socialistes. Mais même s'ils décidaient de s'en prendre aux niches des riches – ce qu'ils n'ont jamais osé faire quand ils étaient en situation de le décider – cela se résumerait à enlever à certains pour donner à d'autres, à supprimer des privilèges à certains pour rembourser à d'autres, aux banquiers et aux spéculateurs planétaires, sur les dettes des États. Au final, il s'agirait seulement d'un transfert de riches à riches.

Quant aux classes populaires, elles sont prévenues, elles devront continuer à se serrer la ceinture.

Où est donc la promesse de changement?

Jean-Pierre VIAL

## Ségolène Royal drague large

Déclaration significative d'une candidate aux primaires socialistes que celle de Ségolène Royal. Elle ambitionne de rassembler largement sur son nom, « de l'extrême gauche aux centristes humanistes jusqu'aux gaullistes », rappelant négligemment au passage qu'elle ne dit pas cela parce qu'elle est la fille d'un officier supérieur. Ben voyons!

Que ne faut-il pas faire dans cette compétition que les socialistes ont choisi d'appeler fort opportunément « primaires »?

Encore que cela ne doit pas coûter beaucoup à la présidente de la région Poitou-Charentes. En 2007, elle avait déjà multiplié des œillades à destination de l'électorat cordier sensible aux accents de la « Marseillaise » et du « Chant du départ », se faisant la championne de la rééducation virile prodiguée par des militaires.

Avec elle au moins, on est prévenus. On marchera au pas, gauche-droite. Mais vers où?

J.-P. V.

## • 14 juillet

# Le doigt sur la couture du pantalon

Parce qu'Éva Joly, la candidate écologiste à l'élection présidentielle dit vouloir remplacer le défilé militaire du 14 juillet par un « défilé citoyen », tout ce que le pays compte de réactionnaires, à commencer par Fillon, est monté au créneau pour clouer au pilori celle qui « n'a pas une culture très ancienne des traditions françaises, des valeurs françaises, de l'histoire française », visant sa bi-nationalité française-norvégienne.

Cette campagne nauséabonde a été reprise par bien des politiciens de droite, comme le député Lionel Tardy qui a affirmé : « Il est temps qu'elle retourne en Norvège ».

Face à ces poussées xénophobes, le Parti socialiste s'est senti obligé de condamner les déclarations de Fillon, ce

qui n'empêche pas ses ténors d'affirmer leur accord avec la défense de l'armée française et de son rôle. La proposition d'Éva Joly a ainsi été qualifiée de « très mauvaise idée » par Ségolène Royal ; quant à Martine Aubry, elle a déclaré que « nos militaires agissent pour nous et sont des militaires au service de la patrie, c'est une chose utile », ce que ne nie d'ailleurs pas Éva Joly qui a rappelé qu'elle était « pour l'intervention française en Libye ».

L'utilité d'une armée se juge avant tout sur les objectifs qu'elle défend. Depuis des décennies, l'armée française a multiplié les guerres coloniales, de Madagascar aux guerres d'Indochine et d'Algérie, faisant des centaines de milliers de victimes, sans compter les innombrables répressions menées en Afrique contre les peuples luttant pour leur indépendance.

Aujourd'hui, l'armée

française continue à jouer un rôle analogue en défendant les intérêts des capitalistes français partout dans le monde et en aidant les dictateurs à surveiller et réprimer leur population. Au Rwanda, l'armée est intervenue pour soutenir la dictature en place dans les années 1980 et 1990. Elle est restée un fidèle soutien de ce pouvoir au moment du génocide perpétré en 1994. Et une fois la dictature renversée, elle a protégé les responsables du génocide dans leur fuite vers le Congo voisin.

Ce rôle de défenseur des intérêts politiques et économiques du capitalisme français, on le retrouve en Afghanistan, en Côte d'Ivoire ou en Libye,

Les travailleurs n'ont, eux, aucune raison de se sentir solidaires de cette armée, mais doivent l'être des peuples qui en ont été et en sont les victimes.

Stéphane GIRAULT



## Petite histoire du 14 juillet

La célébration du 14 juillet comme fête nationale date de 1880. Dix ans auparavant, en 1870, l'armée française était écrasée par la Prusse, entraînant la chute de l'empereur Napoléon III. Les républicains qui s'imposèrent alors, après avoir massacré la Commune de Paris, embryon du premier État ouvrier, voulaient asseoir l'illusion selon laquelle tous les Français, exploités et exploités, devaient être unis en particulier derrière l'armée. Une « fête nationale » devait en être le symbole. Mais quelle date choisir? Le 14 juillet 1789, date de la prise de la Bastille, s'imposait comme symbole de

la chute de l'ancien régime qui allait amener la république. Mais bien des députés et sénateurs de 1880 s'opposèrent à ce choix car disaient-ils, il y avait « eu du sang versé et quelques actes déplorables ». Les masses pauvres s'armant et s'emparant d'une prison royale, cela avait pour eux quelque chose d'insoutenable. Ils préférèrent donc s'inspirer du 14 juillet... 1790.

À cette date en effet un grand rassemblement appelé « fête de la Fédération » fut organisé par le pouvoir bourgeois issu de la révolution. Devant des dizaines de milliers de personnes, et en présence d'un roi qui n'avait pas encore perdu sa tête, les

nouveaux députés bourgeois du pays célébrèrent l'entente nationale, la réconciliation et l'unité de tous les Français. À la fête de la fédération de Lyon, ils jurèrent de « protéger la propriété particulière », et de « maintenir l'ordre ». Voilà le 14 juillet que la majorité des députés de 1880 voulaient glorifier. Mais il s'agissait aussi en cette fin de XIX<sup>e</sup> siècle de célébrer la puissance militaire reconstituée et prête pour la conquête coloniale.

Le 14 juillet que célèbre le gouvernement français depuis 1880 n'est donc en aucun cas une fête pour les travailleurs.

Stéphane GIRAULT

### • Dette des États

# L'enchaînement de la crise et des plans d'austérité

La crise de la dette des États ne fait que s'approfondir. Après la Grèce et le Portugal, l'Espagne et l'Italie voient à leur tour exploser les taux auxquels elles doivent emprunter de l'argent pour payer leurs dettes précédentes et faire face à leurs dépenses courantes. D'autres pays sont menacés, jusqu'au plus riche et au plus endetté d'entre eux, les États-Unis.

Il ne s'agit donc plus de la supposée mauvaise gestion de tel ou tel gouvernement, mais du fonctionnement même du système financier international : les États ont emprunté aux banques bien plus qu'ils ne peuvent rembourser dans les circonstances actuelles, trop même parfois, ne serait-ce que pour payer les intérêts de la dette. Et cela même donne aux spéculateurs, aux banques elles-mêmes, l'occasion de nouveaux coups financiers.

Les gouvernements sont impuissants à juguler cette crise et les réunions des dirigeants européens se succèdent sans résultat. Peut-être finiront-ils par trouver quelque compromis boiteux, voire même, comme le demande la chancelière allemande, par demander aux banques de bien vouloir verser un verre d'eau sur l'incendie qu'elles ont allumé. Mais cela ne résoudra rien.

La dette des États s'est creusée depuis près de quarante ans car ceux-ci ont fait marcher la planche à billets pour permettre aux grands groupes capitalistes de maintenir leurs profits dans une économie stagnante. Puis cette dette, ajoutée à celle des entreprises, est devenue elle-même un marché, multiplié à l'infini grâce aux possibilités offertes par la dérégulation financière et les moyens informatiques. Quand le krach financier de septembre 2008

a ouvert une nouvelle crise, l'économie capitaliste n'en est sortie qu'au prix d'une nouvelle augmentation de la dette des États. Celle-ci est devenue si énorme que les banquiers parient désormais... sur le fait que certains ne pourront pas la rembourser.

Les États ont besoin tous les jours d'emprunter sur les marchés. Mais si ce sont bien les présidents qui font les discours, entre autres sur la moralisation de la finance mondiale, c'est cette dernière qui fixe les taux d'intérêt. Or les marchés sont par nature craintifs et ne prêtent que s'ils ont la certitude que principal et intérêt seront payés rubis sur l'ongle. Ils exigent donc des États et de leurs gouvernements des assurances et, en tout premier lieu, l'assurance que les gouvernements seront capables d'imposer à la population des sacrifices suffisants pour trouver de quoi payer la dette. Faute de quoi, les taux d'intérêts sont revus à la hausse, au risque de rendre impossible tout nouvel emprunt et donc de conduire un pays entier à la faillite. Le fait que cela puisse aussi conduire à l'écroulement du système entier n'arrête pas les financiers. Chacun d'eux est en effet persuadé d'être assez malin pour s'enrichir de l'avant-dernière spéculation, la dernière étant celle de trop qui entraînera la panique. De plus le système

s'entretient de lui-même, car les capitaux disponibles se dirigent nécessairement vers les secteurs les plus rentables, c'est-à-dire aujourd'hui vers la spéculation.

Les plans d'austérité se succèdent donc, de plus en plus féroces. Les recettes appliquées à la Grèce, puis au Portugal hier, le sont aujourd'hui à l'Espagne et à l'Italie. Elles auront les mêmes résultats : en abaissant le niveau de vie des travailleurs, en détruisant les services publics, ces politiques mettent encore plus l'économie du pays concerné à genoux, le rendant encore moins capable de payer sa dette et rendant nécessaire, aux yeux des banquiers, un nouveau plan d'austérité. Ces derniers n'y perdent rien car, dans le même temps, ils encaissent les intérêts usuraires de leurs prêts et les bénéfices de leurs spéculations. Surcroît de précaution, ils bénéficient, jusqu'à aujourd'hui du moins, de la garantie des États les plus puissants et de celle des organismes internationaux, toujours prêts à faire pression sur les gouvernements dans le sens voulu par les marchés.

Le monde entier semble donc engagé dans une spirale incontrôlable dans laquelle les ressources des populations travailleuses sont siphonnées pour servir de rente au capital, détruisant au passage les richesses accumulées par les générations précédentes.

Mais si les capitalistes ne savent plus rien faire d'autre que les poches des travailleurs, cela veut dire qu'il faut se débarrasser de leur système en les expropriant. Et le plus tôt sera le mieux.

Paul GALOIS

### • « Stress tests » pour les banques

# Pas de stress pour les spéculateurs

Les résultats des « stress tests » effectués sur les banques européennes par un organisme officiel, l'Autorité bancaire européenne (ABE), ont été annoncés vendredi 15 juillet comme un grand succès devant prouver la solidité de la majorité des grandes banques européennes, avec seulement huit échecs sur les quatre-vingt-onze tests effectués. Mais dès le lendemain le ton était déjà moins optimiste et le lundi suivant une nouvelle chute de l'ensemble des valeurs cotées en Bourse se produisait.

Ces « stress tests », comme ils sont appelés, sont supposés simuler les effets d'une récession économique et tester la capacité des banques à couvrir leurs éventuelles pertes. Il s'agit en fait d'évaluer si, malgré la dévalorisation des titres qu'elles détiennent et le non-remboursement de certaines de leurs créances douteuses, elles resteront en mesure d'honorer leurs dettes et de permettre à leurs déposants de continuer à retirer leur argent. Selon les normes décidées par l'ABE, il suffirait à une banque, pour y parvenir, que ses fonds propres se maintiennent au-dessus de 5 % de la valeur de l'ensemble de ses dettes.

En fait les quatre-vingt-onze banques qui ont participé aux tests n'ont même pas soumis leurs comptes au contrôle de l'organisme européen. Ce dernier s'est simplement contenté de définir un scénario de crise et a laissé aux analystes de chaque banque le soin de calculer quelles pertes elles encourraient et quels fonds leur resteraient. Autant dire que l'affirmation des banques qui disent avoir réussi le test n'engage que ceux qui les croient. L'une d'elles a d'ailleurs tout simplement refusé de publier ses résultats sans que personne n'envisage de l'y contraindre.

En fait le scénario de crise proposé pour les tests était ridiculement optimiste au regard de l'actualité. Par exemple, les titres de dette émis par la Grèce, l'Irlande et le Portugal, qui représentent cent quatre-vingt-douze milliards d'euros dans la trésorerie des banques européennes, ont vu ces jours-ci leur valeur s'effondrer de 30 à 50 %. Or, l'ABE a utilisé pour son test des données datant d'avril dernier, dans lesquelles la dépréciation de ces obligations d'État ne dépasse pas 6 % !

En fin de compte, les simulations qui voulaient rassurer ont pour effet d'aggraver la chute des cotations bancaires. Les spéculateurs ne se laissent pas prendre à tous les bluffs qui disent vouloir démontrer la fiabilité du système bancaire, ils sont les premiers à savoir qu'il ne l'est pas parce que les États sont prêts à couvrir toutes leurs pertes éventuelles. Mais pour combien de temps ?

François JORIL



### • Surendettement des ménages

# Les usuriers d'aujourd'hui et leurs dégâts

D'après l'Association des chambres régionales du surendettement social – CRESUS – le nombre de dossiers de surendettement explose. Il a fait un bond de 8,8 % au premier semestre 2011. Aujourd'hui, 900 000 familles seraient en situation de surendettement, et à ce rythme 1 million de familles seront concernées en fin d'année. La dette moyenne s'élève à 45 000 euros.

Avec la crise persistante,

la hausse des prix, de nombreuses familles populaires sont piégées par les sinistres crédits revolving aux taux usuraires de 16 à 22 %. De même avec les banques, les grands magasins proposent des cartes de « fidélité » associées à des « facilités de paiement ». Dans leurs filets, on trouve 26 % de chômeurs, 65 % de personnes vivant seules, 54 % de précaires gagnant le smic ou moins.

Le responsable de

CRESUS relève que les retraités seraient de plus en plus convoités par les banquiers et les marchands car « ils ne peuvent pas perdre leur travail et ont une pension jusqu'à la fin de leur vie, empruntent parfois pour aider leurs enfants en difficulté ». On ne peut être plus clair sur le cynisme des organismes de crédit acharnés à prélever, coûte que coûte, leur dime sur les plus pauvres.

Bernard MERLET

• Grande-Bretagne

L'affaire Murdoch

Presse, argent, classe politique et raison d'État

Le scandale autour des pratiques de l'hebdomadaire *News of the World* n'en finit plus d'occuper le devant de la scène politique britannique.

Le milliardaire américain-australien Rupert Murdoch, propriétaire de l'hebdomadaire, aura pourtant tout fait pour calmer le jeu. D'abord en fermant sans préavis l'hebdomadaire (laissant sur la paille 300 salariés qui n'y étaient pour rien), puis en renonçant à son rachat projeté de 61 % des parts du géant britannique de la télévision par satellite BSkyB, pour près de dix milliards d'euros, et enfin, cerise sur le gâteau, en tentant de calmer les marchés financiers par un rachat d'actions pour un montant de 3.3 milliards d'euros. Mais cette fois, l'argent n'aura pas suffi à éteindre l'incendie.

Après l'arrestation de quelques-uns des responsables de l'hebdomadaire, suivie de la démission du chef de la toute puissante Met, la police du grand Londres, on apprend maintenant la mort « inexplicable » de Sean Hoare, le premier journaliste du *News of the World* à avoir dénoncé ces agissements. Ce dernier événement ne peut manquer de faire penser à la mort étrange de l'expert en armements David Kelly, après que celui-ci ait mis en doute les affirmations de Blair concernant les « armes de destruction massive de Saddam Hussein », à la veille de la guerre d'Irak.

Les pratiques douteuses de *News of the World* tiennent une place secondaire dans cette affaire. Bien des petits malins accros de technologie connaissent la faille de sécurité de certains portables qui permet d'en consulter à distance la messagerie lorsque celle-ci n'est pas protégée par un mot de passe. C'est de cette « astuce » dont se servaient couramment bien des journalistes – et pas seulement dans la presse à scandales – pour avoir accès aux messages conservés par leurs « cibles », célébrités ou inconnus propulsés par le hasard sous les feux de l'actualité.

La particularité de *News of the World* n'est même pas d'avoir alimenté des ragots, touchant parfois à l'ignoble, pour gonfler ses ventes. Toute la presse dite « populaire » en fait autant, y compris des organes bien plus importants comme les quotidiens *The Sun*, lui aussi propriété de Murdoch, ou le *Daily Mail*, fleuron populiste de la presse liée aux Conservateurs. Tout au plus peut-on dire que *News of the World* a érigé ces pratiques en une véritable industrie, épiait les messageries de milliers d'individus.

Mais surtout, *News of the World* avait bâti cette industrie du ragot sur tout un réseau de compllicités achetées à coups de pots de vins dans les rangs de la police, jusqu'au plus haut niveau. Et cela pour une raison simple : vu la multiplicité des réseaux, seule la police disposait d'un accès centralisé aux numéros de portables des « cibles » choisies.

Là commence le rôle de la raison d'État dans ce scandale, avec la crainte de la classe politique de voir la police, pilier du pouvoir, éclaboussée par un scandale de corruption à grande échelle. C'est elle qui explique que, depuis 2003, date à laquelle la première preuve de cette corruption est apparue – et elle fut suivie de bien d'autres – les gouvernements travaillistes puis conservateurs aient donné leur bénédiction aux manœuvres conjointes des appareils judiciaires et policiers pour enterrer, les unes après les autres, toutes les tentatives visant à mettre à jour cette corruption.

Il est vrai que pour les travaillistes, comme pour les partenaires de la coalition conservateurs-libéraux aujourd'hui au pouvoir, il y avait un autre enjeu de poids. Murdoch, en tant que propriétaire du *News of the World* et de deux des plus grands quotidiens du pays, était considéré comme un « faiseur de rois ». C'était lui qui avait jeté tout son poids derrière Blair dans

sa marche vers le pouvoir, avant de changer de camp pour soutenir Cameron après le départ de Blair. Et aucun des grands partis ne tenait à se mettre à dos le plus important magnat de la presse mondiale, dont l'empire s'étend sur toute la planète et couvre tous les registres de la presse, des organes les plus respectables comme le *Wall Street Journal* aux plus populistes comme Fox TV aux États-Unis ou le *Sun* britannique.

Aujourd'hui, néanmoins, la boîte de Pandore est ouverte et le problème de la classe politique britannique est de limiter les dégâts autant que faire se peut. Et les leaders politiques qui s'étaient tous tenus dans une prudente réserve pendant si longtemps, voire avaient tout nié en bloc, font feu de tout bois aujourd'hui, en tentant de protéger l'appareil d'État du scandale.

Le leader travailliste Ed Milliband en est ainsi à réclamer le « démantèlement de l'empire Murdoch », ce qu'il peut d'autant plus facilement faire que Londres n'en a pas les pouvoirs. Le Premier ministre Cameron, lui, multiplie d'autant plus les poses indignées qu'il a fait l'erreur de s'entourer d'un certain nombre de conseillers issus tout droit de l'empire Murdoch. Mais tous deux se retrouvent d'accord pour stigmatiser la presse, cette presse qui a osé « inciter la police à la corruption », et pour exiger « un grand coup de balai » dans ce secteur pour le « moraliser ». Mais pas question de « coup de balai » dans la police.

Comme il se doit en pareil cas tout commencera par deux commissions d'enquêtes. L'une, « indépendante », sera chargée de la fameuse « moralisation » et rendra ses conclusions quand toute l'affaire sera oubliée. Et l'autre, chargée d'enquêter sur les « incitations à la corruption émanant de la presse », sera confiée... à la police.

Autant dire que, quoiqu'il arrive, la raison d'État prévaut !

François ROULEAU

• Italie

Le plan d'austérité approuvé

Miracle à l'italienne ?

Le plan d'austérité du ministre de l'Économie Giulio Tremonti, visant à l'équilibrage du budget d'ici à 2014, a été approuvé en quatre jours. Un vrai miracle car cela ne s'était jamais produit.

Le fait est qu'en s'appuyant sur le climat de panique et les cris des moyens d'information sur la spéculation aux dépens des titres de la dette publique italienne, le gouvernement a réussi à obtenir un feu vert y compris de l'opposition. Les titres des journaux du 12 juin étaient alarmants : « *L'Italie en point de mire* », « *Écroulement de la Bourse* », « *16 milliards engloutis* ». Et il est vrai que d'avoir deux ministres et le chef du gouvernement pour suivre par la justice ne donne pas tout à fait ce qu'on peut appeler une belle image.

De même la maladroite tentative d'introduire dans le texte de cette loi de finances une disposition devant permettre à Mondadori, le groupe d'éditions dont Berlusconi est propriétaire, de ne pas payer les 560 millions d'euros d'indemnisation qu'il doit à la société Cir de De Benedetti, ne doit pas avoir contribué à renforcer la confiance des « investisseurs » dans le gouvernement italien. Mais cela et les mille autres mesures crasseuses, petites et grandes, commises par la majorité de gouvernement à commencer par Berlusconi, sont passées subitement au second plan.

Face à l'attaque de la spéculation internationale et après le coup de téléphone de la chancelière allemande Merkel au « cavalliere », le « sens des responsabilités » des politiciens d'opposition a eu le dessus. Merkel a approuvé le texte de Tremonti et sollicité son approbation rapide. Ainsi Pierluigi Bersani, secrétaire du principal parti du centre-gauche, le PD, a renoncé à toute forme d'obstructionnisme parlementaire, permettant l'approbation rapide du plan d'austérité aussi bien à la Chambre qu'au Sénat. « *Une extraordinaire preuve de cohésion nationale* » a dit le président de la république Giorgio Napolitano.

Probablement Bersani et les autres leaders de l'opposition voulaient faire de nécessité vertu et démontrer aux milieux de la finance européenne qu'ils sont des hommes politiques mettant les « intérêts nationaux » au-dessus des convenances de parti. De bons payeurs en somme, sérieux et fiables, desquels les brigands de la haute finance peuvent avoir la garantie d'un paiement ponctuel de leurs traites. Ce n'est pas rien, d'autant plus qu'un tiers du débit public italien se trouve dans les mains des banques européennes.

Il est inutile de dire que l'addition de cette « manœuvre » de 70 milliards d'euros sera payée essentiellement par les travailleurs et les couches populaires : introduction de nouveaux tickets modérateurs pour les visites de spécialistes



Bersani (assis au centre) et le Parti Démocrate ont facilité l'adoption du plan d'austérité de Tremonti (debout).

et les interventions de premier degré des services d'urgence, coupes à tout va dans les dépenses sociales, allongement de l'âge de la retraite pour les femmes, élimination d'une série d'avantages fiscaux pour les familles, augmentation des prix de l'essence et du gazole, etc.

Comme l'ont rapporté les agences le 15 juillet, Bersani a déclaré, imperturbable, que « *ce plan a un caractère de classe criant, il frappe les faibles et les pauvres gens, il n'amène aucune réforme et ne fait rien pour la croissance. Il ne nous mettra pas à l'abri de la tempête et d'ailleurs dès aujourd'hui les taux d'intérêt sont remontés* ». C'est vrai, tout comme il est vrai que ni lui ni ses collègues de l'opposition n'ont bougé le petit doigt pour faire obstacle à l'adoption du plan.

Les syndicats annoncent maintenant une mobilisation

unitaire immédiate... en septembre. Entre-temps l'institut de la statistique nous informe qu'en 2010 en Italie plus de 8 millions de personnes étaient sous le seuil de pauvreté. Peut-être, pour tranquilliser les banquiers qui possèdent une grande partie de la dette publique italienne, faudra-t-il arriver à 10 millions et plus. Les zones de misère s'élargissent et ce n'est pas avec les bavardages sur les taux d'intérêt, les cours de Bourse ou les investisseurs internationaux, les projets pour « *conjuguer rigueur et développement* », que l'on peut faire le dîner. Il faut conquérir le droit de vivre sans tomber dans la misère, imposer un salaire minimum dans toutes les catégories, une indemnisation correcte du chômage et bien d'autres exigences vitales et urgentes. Tout le reste n'est que bavardage.

l'Internazionale – Italie

• Afghanistan

La mort de sept soldats français

On croit mourir pour la patrie...

Après la mort de sept soldats français la semaine du 14 juillet en Afghanistan, Sarkozy a tenu à faire les choses en grand. Cérémonie religieuse aux Invalides, suivie d'une autre, militaire, avec remise de décorations à titre posthume, le tout étant retransmis en direct sur deux chaînes de télévision, le ton a changé par rapport au comportement adopté par le gouvernement pour les précédentes victimes.

La guerre que mènent les troupes françaises aux côtés des forces de l'Otan n'étant pas très populaire, le gouvernement adoptait jusqu'alors un profil discret lorsqu'un soldat était tué, à tel point que les familles, et même des militaires s'en sont offusqués. Depuis dix ans que la France est engagée dans le conflit, 70 soldats ont été tués, dont 18 sur les six derniers mois, sur les 4000 présents en Afghanistan.

Mais le changement d'attitude tient certainement moins à la pression des familles et des militaires qu'à des calculs électoralistes. Le soutien renouvelé aux troupes françaises engagées dans des opérations extérieures, en Afrique comme en Afghanistan, va de pair avec la glorification du 14 juillet et avec les efforts de Sarkozy et consorts pour satisfaire la droite réactionnaire et militariste.

annonce que le retrait des troupes françaises d'Afghanistan débutera dès la fin de l'été, pour être définitif fin 2014. Les États-Unis ayant annoncé qu'ils commencent à effectuer le retrait de leurs troupes à partir de 2012, on voit mal en effet l'impérialisme français se maintenir seul dans cette guerre que même la principale puissance militaire de la planète n'arrive pas à mener.

Tous les discours de Sarkozy sur « la lutte contre le terrorisme » ou pour « la liberté du peuple afghan » n'y changeront rien. Ce ne sont que des mots et les soldats tués dans ce conflit sont bien morts pour rien, ou plutôt pour permettre aux gouvernants français d'affirmer leur place dans les opérations militaires de l'impérialisme, en particulier aux côtés de l'allié américain. En alimentant au passage les profits des marchands de canons.

Par ailleurs, le gouvernement

Marianne LAMIRAL



• Gabon

L'armée française protège Bongo, mais surtout Total, Rougier, Bolloré, Areva...

Fillon a achevé sa tournée en Afrique de l'Ouest par une visite au Gabon où il s'est félicité de la signature de deux contrats, d'un montant total de 71 milliards d'euros, que se partagent une filiale de Bouygues et un autre patron français, Rougier. Celui-ci se voit attribuer de nouvelles surfaces de 39 000 hectares pour l'exploitation de la forêt tropicale, dans un pays où il dispose déjà de 890 000 hectares, soit une fois et demie la surface d'un département français.

Bouygues et Rougier ne sont bien sûr pas les seuls à faire du profit au Gabon. Le groupe pétrolier Total (qui s'appelait Elf jusqu'en 2003) est la plus connue de ces sociétés de la « *Françafrique* ». Mais le Gabon est un pays riche... du point de vue des patrons français. Outre le pétrole et les bois tropicaux, le sol recèle nombre de minerais. Les mines de manganèse dont le Gabon est le deuxième producteur mondial après l'Afrique du Sud sont exploitées par la Comilog, filiale de la société française Eramet, pour ses usines métallurgiques et chimiques en Europe, aux États-Unis et en Chine. Les

principaux actionnaires en sont la famille Duval (23<sup>e</sup> fortune de France) et Areva. D'autres sociétés françaises, en premier lieu Bolloré, tirent parti du transport et de l'exportation des matières premières et des produits. Des banques, notamment BNP-Paribas, sont également présentes.

Pour se maintenir face à la population, ces sociétés françaises s'appuient sur la dictature d'Ali Bongo Ondimba, le successeur de son père Omar Bongo qui fut le protégé de l'impérialisme français depuis l'indépendance en 1960. Aujourd'hui encore, quelque 900 militaires

français stationnent sur une base militaire située dans la capitale, Libreville. Au printemps dernier, un bataillon parti de cette base a participé à l'intervention française en Côte d'Ivoire qui a donné le pouvoir à Alassane Ouattara, auquel le gouvernement français avait donné sa préférence face à son rival Gbagbo.

Lors de sa visite au Gabon, Fillon a déclaré que la présence militaire française dans ce pays « *va encore se renforcer* » pour constituer la « *part essentielle* » sur la façade Atlantique et former le cœur d'un « *nouveau dispositif avancé et projetable* ». L'objectif, a-t-il déclaré, est de « *protéger avec vigueur les intérêts que la France partage avec ses partenaires africains* ». Il s'agit en fait et surtout de protéger les intérêts de tous ces patrons français, grands et petits, qui profitent de l'Afrique avec pour « *partenaires* » les dictateurs locaux.

Jean SANDAY

Au sommaire de Lutte de Classe n° 137

(juillet-août 2011)

- La menace grandissante d'une nouvelle catastrophe financière
- France Le plan secret de Varin chez PSA : comment la bourgeoisie concocte ses attaques contre la classe ouvrière
- Espagne Le mouvement du 15 mai (les Indignés)

- Russie Régression sociale et remise en cause des droits des femmes

- Sortir du nucléaire ? Avant tout, sortir du capitalisme !

Prix : 2 euros – Envoi contre 5 timbres à 0,60 euro



## • Tunisie

### Un mort parmi les manifestants de Sidi Bouzid

## Un pouvoir qui n'a changé qu'en façade

**Les manifestations commencées vendredi 15 juillet au cœur de Tunis se sont étendues les jours suivants à différentes villes du pays. Un manifestant de 14 ans est mort sous les balles de la police à Sidi Bouzid, la ville même des premiers affrontements de décembre dernier, suite au suicide par le feu du jeune chômeur Mohammed Bouazizi dont la marchandise avait été saisie par les autorités.**

Le fait est que depuis les premières manifestations où l'on avait vu des participants brandir un pain pour exprimer leur révolte contre la situation sociale du pays, rien n'a vraiment changé du côté du pouvoir.

Après les récents affrontements, le Premier ministre Beji Caïd Essebi n'a pas mis en cause la police, préférant voir la main d'un « groupuscule de malfaiteurs qui veulent semer la

terreur, effrayer la population et renverser le régime ». Pourtant, il n'est pas besoin de rechercher un quelconque complot pour comprendre l'origine de ces nouvelles manifestations. Tout comme en Égypte par exemple, où les difficultés du plus grand nombre côtoient l'opulence d'une petite minorité. Le Premier ministre a d'ailleurs reconnu que « des sit-in et des grèves ont été observés dans les domaines du phosphate, des ports, de l'électricité et de l'énergie ». Mais il n'est visiblement pas question pour lui de laisser toucher aux intérêts des grandes sociétés.

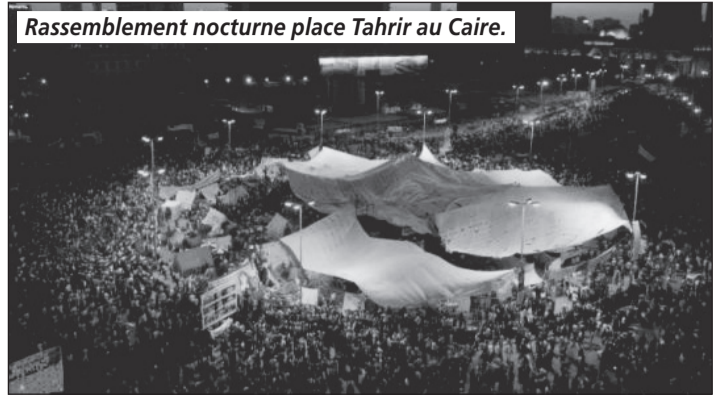
L'armée tunisienne a agi en janvier dernier pour accélérer le départ de Ben Ali, non par amour de la démocratie mais pour sauvegarder les intérêts des possédants, qui vont bien au-delà de ceux du clan mafieux de Ben Ali, dont il est d'ailleurs question de redistribuer les biens, actuellement placés sous séquestre, à différentes sociétés privées. Les

travailleurs et la population, qui ne voient venir aucune amélioration de leur sort, se heurtent aux mêmes forces de répression que sous Ben Ali, qui agissent sous les ordres d'un gouvernement qui n'a pas même complètement changé de visage malgré plusieurs remaniements. Ainsi, le ministre de l'Intérieur, Habib Essid, installé en mars 2011 à la demande du Premier ministre, avait été chef de cabinet du ministre de l'Intérieur sous Ben Ali.

Les promesses de démocratisation, d'élections, de nouvelle Constitution, ne sont que des mots. Les masses pauvres qui se sont mobilisées contre Ben Ali attendent toujours un changement concret de leur sort. Elles devront se donner les moyens de l'imposer contre tous les possédants, qu'ils soient tunisiens ou français, et contre les gouvernants qui voudraient perpétuer leur domination en changeant simplement d'étiquette.

Jean SANDAY

Rassemblement nocturne place Tahrir au Caire.



## • Égypte

### Les grèves et les manifestations continuent

**De nouveau, la place Tahrir au Caire a été le siège de rassemblements massifs, depuis le 8 juillet où des manifestants se sont regroupés pour rappeler leurs exigences au gouvernement provisoire et au Conseil supérieur des forces armées au pouvoir depuis le départ de Moubarak.**

À des dizaines de milliers, au Caire mais aussi à Alexandrie et à Suez, ils ont reproché au pouvoir en place sa lenteur à engager des poursuites contre les responsables de la mort de près de 900 personnes et des 6 000 autres blessées entre le 25 et le 28 janvier. Les officiers et policiers incriminés sont souvent toujours en place, et en tout cas, pas encore jugés. Quant au procès qui devrait s'ouvrir le 3 août contre l'ancien dictateur et ses fils, beaucoup craignent qu'il ne soit qu'une mascarade. Le Premier ministre, Charaf, a, dans un discours télévisé, tenté de gagner de temps en annonçant un rapide remaniement ministériel, ainsi que le renvoi des policiers reconnus coupables de violences. Des milliers de manifestants, visiblement peu convaincus de la volonté du gouvernement de « nettoyer » la police, ont continué une occupation nocturne de la place Tahrir, et à exiger, par des banderoles ou des slogans, une accélération des procédures judiciaires, l'éviction au sein du ministère de l'Intérieur des hommes du dictateur, toujours en place, et le départ du maréchal Tantaoui, l'ancien ministre de la Défense de Moubarak et actuel chef du Conseil des forces armées. « Nous n'avons pas vu de changement. Nous avons renversé Moubarak, mais nous avons un maréchal à la place. » proclamait une

pancarte brandie sur la place Tahrir, le 8 juillet.

Autre geste adressé aux manifestants, la Cour suprême administrative vient de dissoudre, avant la date prévue des nouvelles élections, les quelque 1 750 conseils municipaux, réputés pour leur corruption et composés quasi exclusivement de notables de l'ex-PND de Moubarak. Quant au gouvernement, il a une nouvelle fois annoncé l'augmentation de 444 à 708 livres égyptiennes (LE) du salaire minimum des 1,9 million d'employés de l'État. En fait, cette hausse, pourtant modeste, a été réduite. Les employés ne toucheront que à 684 LE, soit 82 euros.

Plus de justice sociale, c'est ce que réclamaient, place Tahrir et ailleurs, une partie des manifestants, au cri de « Les pauvres d'abord ». C'est aussi la revendication qu'ont exprimée les mouvements de grève qui ont touché pendant plusieurs semaines les travailleurs des installations du canal de Suez et des chantiers navals. Les ouvriers des entreprises privées sous-traitantes (9 000 salariés sur les 20 000 qui travaillent sur le canal et permettent le trafic d'une cinquantaine de navires par jour) exigent la revalorisation du salaire mensuel de base ridiculement bas de 130 livres égyptiennes – 16 euros. Les grévistes du chantier naval Suez Canal Shipyard Co demandent, eux, 40 % de hausse du salaire mensuel de base, des conditions de vie décentes, et la mise au point d'assurances santé. Les uns et les autres ont exigé la libération des manifestants arrêtés lors des récents rassemblements.

La voix des travailleurs et des manifestants, que l'armée et la police locale ont tenté de faire taire, devra encore se faire entendre, et puissamment.

Viviane LAFONT

## • Algérie

### Grève à la compagnie aérienne nationale

**Une grève a éclaté le 11 juillet à la compagnie aérienne Air Algérie à l'appel du syndicat national du personnel navigant commercial (SNPNC). Elle a été largement suivie, au point de bloquer pendant quatre jours presque tous les vols au départ d'Alger, de Paris ou de Marseille.**

Le conflit couvait depuis plusieurs mois. Les sections syndicales des différentes catégories de personnel s'étaient d'ailleurs réunies pour dénoncer la direction d'Air Algérie, ainsi que la centrale syndicale officielle (UGTA) qui, disaient-ils, empiétaient sur le droit des salariés d'élire leurs propres représentants. Les travailleurs pointent aussi du doigt l'insuffisance des rémunérations salariales, le manque criant de personnel et les restructurations en cours dans l'entreprise qui se traduisent par une aggravation de la charge de travail. Ils

dénoncent également l'inexistence de salles de repos et de restauration alors qu'ils sont soumis à des heures d'astreinte au sein même des aéroports du pays.

Le 15 juin dernier, le SNPNC avait déjà lancé une grève d'avertissement qui avait bloqué tous les vols au départ d'Alger. La direction d'Air Algérie avait traîné le syndicat devant le tribunal pour grève illégale, obtenant ainsi son annulation, mais la grève avait quand même coûté son poste au PDG de la compagnie. Alors que le SNPNC acceptait de repousser son ultimatum de trois semaines, le nouveau PDG annonçait, pour un proche avenir, une revalorisation des salaires de 20 %, ce qui ne faisait pas le compte pour le personnel navigant, qui réclamait 100 %.

Le 11 juillet, les stewards et les hôtesses ont donc de nouveau voté la grève. En réponse, la direction a annoncé le licenciement de dizaines

d'entre eux pour « grève illégale et entrave à l'exercice du droit au travail », les accusant d'avoir refusé d'obtempérer à l'ordre de réquisition de la wilaya d'Alger.

Devant la détermination des grévistes et du fait de la pagaille occasionnée dans les aéroports en cette période estivale, le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, a dû s'engager à lever toutes les sanctions, y compris les décisions de licenciements. La grève a été provisoirement suspendue et des négociations sont en cours. Le gouvernement algérien et la direction d'Air Algérie jouent visiblement la montre, redoutant l'effet boule de neige sur les autres catégories de personnel s'ils cédaient aux revendications du personnel navigant. Mais de leur côté ces travailleurs ont montré que, comme d'autres en Algérie ces derniers temps, ils sont décidés à obtenir leur dû.

Maud NATHAN

### • Montupet – Fonderies du Poitou Alu – Ingrandes (Vienne)

# Débrayage à 100% contre le projet des patrons voyous

La direction de la fonderie Alu d'Ingrandes, près de Châtellerault, qui regroupe 500 salariés, reprise en début d'année 2010 par le groupe français Montupet qui a aussi deux autres usines en France – Châteauroux dans l'Indre et Laigneville dans le département de l'Oise – (sans compter des usines en Europe et sur le continent américain), vient d'annoncer son intention de mettre sur pied un plan de « compétitivité ».

Ce plan dont la mesure essentielle serait de baisser autoritairement les salaires de tout le personnel de 15% a été accueilli, dès que les salariés en ont eu connaissance, comme une véritable provocation. Les 15 et 16 juillet, des débrayages massifs touchant 100% du personnel de production ont eu lieu.

Le prétexte donné par la direction se rapporterait à une alerte du commissaire aux comptes sur la trésorerie de l'entreprise. Mais en réalité il s'agit pour la direction du groupe, en s'asseyant sur le peu qui existe dans la loi, de s'attaquer aux salaires et aux emplois des salariés, et sans doute pas seulement à ceux de l'usine de Châtellerault, même si celle-ci avance la « nécessité » d'aligner les salaires sur ceux des deux autres sites français du groupe.

D'ailleurs, la direction a annoncé d'entrée qu'en plus de la baisse de la masse salariale de 15% elle voudrait « rationaliser » le coût de ce qu'elle appelle « les structures », c'est-à-dire les catégories de techniciens et agents de maîtrise avec des suppressions de postes à la clé. Et enfin, la grille des salaires mise en place en 1991 serait supprimée.

À l'usine, la surprise a été de courte durée car il y a déjà un moment que les patrons

étaient à l'offensive. Ils se plaignaient régulièrement du coût de la main-d'œuvre, mais aussi du manque de flexibilité du travail, nous imposant déjà la modulation des horaires pour adapter le travail en fonction de l'activité, quitte à nous faire travailler six jours par semaine en semaine haute!

Les travailleurs de l'usine, toutes catégories confondues, sont bien décidés à mettre en échec ce qu'ils voudraient leur imposer la direction du groupe Montupet. Celle-ci peut invoquer la responsabilité des propriétaires précédents, l'Américain Questor et l'Allemand Bavaria et leur manque d'investissements, tout le monde sait que Montupet lui-même n'a pas investi un euro pour moderniser les installations ou même les entretenir.

Certes la direction a essayé de préparer son sale coup en multipliant ces derniers mois les sanctions à répétition – dont

plusieurs mises à pied – et en essayant de diviser le personnel, mais tout cela vient de se retourner contre elle.

Les patrons de Montupet ont cru qu'ils pouvaient tout se permettre. Ils ont ainsi voulu « innover » en imposant du jour au lendemain la baisse générale des salaires, ce que la loi interdit encore en France. La direction avait ainsi décidé de convoquer de son propre chef une réunion valant réunion d'information du comité d'entreprise pour appliquer cette baisse dès le 1<sup>er</sup> septembre. Ces méthodes de voyous ont provoqué le rassemblement de tous les syndicats jusqu'à celui des cadres, pour s'opposer à ce coup de force. Ceux-ci ont mis en demeure la direction d'annuler sa réunion illégale et ont lancé une pétition pour exiger le retrait immédiat du plan en se préparant à des actions complémentaires dès les jours prochains. Du coup mardi 19 juillet, la direction

s'est trouvée obligée à faire un premier recul, n'osant même pas se présenter à sa réunion illégale.

Les travailleurs se sentent d'autant plus en état de légitime défense que la direction du groupe a annoncé le 30 juin, à l'assemblée des actionnaires, une augmentation du chiffre d'affaires de 84% pour l'année 2010. De plus Montupet, gros fournisseur de culasses d'aluminium pour les constructeurs automobile, a des contrats d'exclusivité avec Renault et Peugeot, et donc des carnets de commandes bien fournis pour les mois à venir.

Les travailleurs de l'usine de Châtellerault ne sont pas décidés à sacrifier leur salaire et leur emploi pour engraisser encore plus les actionnaires. Ils viennent de commencer à le montrer, et ce n'est qu'un début.

Correspondant LO



### • Cityrama – Paris

# Un coup de colère réussi

Une grève de trois jours vient d'agiter le petit monde du tourisme parisien. Cityrama, qui se veut le numéro 1 du tourisme à Paris, emploie 80 salariés répartis dans deux agences ouvertes aux touristes, situées rue des Pyramides et rue de Rivoli, juste à côté du Louvre, auxquels il faut ajouter le personnel administratif.

Cela fait des mois que la grogne monte, en particulier chez les guides interprètes, les accompagnateurs et les gestionnaires du planning, du fait de la dégradation des conditions de travail et des bas salaires.

Mardi 12 juillet, la grève

a éclaté à l'agence Cityrama « grands cars », à l'appel des déléguées CGT, suivie par la quasi-totalité des employés. Banderolles, tracts et affiches ont été mis en place, rédigés dans plusieurs langues à l'adresse des touristes, touristes dont beaucoup ont montré de la sympathie à l'égard des grévistes.

Pendant trois jours, entre vingt et cinquante personnes se sont relayées devant l'agence pour tenir le piquet. Pendant ce temps, la direction cherchait à trouver d'autres guides... En vain, car ceux sollicités se sont déclarés solidaires de la grève.

Après trois jours de grève,

la direction a fini par céder sur une bonne partie des revendications: obtention de plusieurs primes, remboursement du pass Navigo (carte de transport parisien) qui n'était jusque-là pas acquis pour certains, tickets restaurants supplémentaires, etc.

Même si, par rapport aux énormes profits qu'engrange le groupe, ces concessions ont paru peu de choses à plusieurs grévistes, le sentiment général est d'être parvenus à faire plier une direction arrogante, avec en plus la satisfaction d'avoir lutté tous ensemble!

Correspondant LO



### • Aluminium Pechiney (Rio Tinto)

# Baisse des emplois, hausse des profits

En 2009, la direction générale d'Aluminium Pechiney, filiale de la multinationale Rio Tinto, prétextant la crise et la baisse des commandes, avait mis en place un plan de 337 suppressions d'emplois sur les sites de Gardanne, Saint-Jean-de-Maurienne et Dunkerque.

Le principal argument, pour réduire les effectifs, était la perte annoncée de 34 millions d'euros en 2009. Pourtant, en 2007 c'était un résultat positif de 299 millions d'euros, en 2008 de 77 millions d'euros. En 2010 c'est un résultat en hausse à 174 millions d'euros, alors que la direction générale prédisait des pertes! Pour cette année 2011, elle prévoyait de gagner 75 millions d'euros sur l'année, alors qu'à fin avril, le résultat est déjà de 73 millions d'euros!

Les 337 emplois ont pourtant bien été supprimés avec un plan de départs volontaires. À l'usine Aluminium Dunkerque, 32 postes ont disparu, surtout dans l'encadrement. Les commandes sont revenues et il manque maintenant du personnel! Après avoir fait partir des techniciens du bureau d'études, la direction a recours à des sociétés extérieures pour les nouveaux projets. Dans la plupart des services, il y a des renforts avec des salariés en contrats précaires.

Cependant, les équipes de production et maintenance sont très attachées au maintien des effectifs et aux embauches en CDI. La direction doit en tenir compte pour éviter des tensions. Elle s'est donc engagée à embaucher 24 opérateurs. Pour le moment, quinze ont été recrutés en CDI... Il en manque encore neuf.

Les suppressions d'emploi sont vraiment intolérables. Les profits réalisés par Aluminium Pechiney, ces dernières années, ont servi à distribuer davantage de dividendes aux actionnaires. Alors la direction doit prendre sur les profits pour garantir les emplois, et il faut imposer l'interdiction des licenciements.

Correspondant LO



### • Assistance Publique-Hôpitaux de Paris

# Les projets de la direction mis à jour

L'hebdomadaire *Le Canard Enchaîné* a révélé un document interne – et qui était destiné à le rester – des Ressources humaines de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris (AP-HP). Intitulé *les enjeux RH des mois à venir*, il envisage concrètement les moyens de faire des économies sur le dos du personnel.

Le document commence par se réjouir des économies réalisées grâce à la suppression d'emplois sur toute l'AP. Puis il se fixe l'objectif de continuer dans cette voie en prévoyant de supprimer 3 500 emplois (temps pleins) d'ici 2014 sur les 90 000 actuels. « Cette évolution sera favorisée par un *turn-over* élevé (en moyenne 11 %) », dit le rapport, autrement dit par le fait que de nombreux collègues partent d'eux-mêmes, vu

les conditions de travail désastreuses et qui se dégradent de jour en jour.

Le rapport préconise de réduire de six minutes le temps de transmission entre les équipes. La plupart des personnels soignants travaillent en effet sept heures par jour, plus 36 minutes en doublon après l'arrivée de l'équipe suivante, afin de transmettre les informations. Six minutes rabotées, multipliées par le nombre de salariés

concernés, cela représenterait, à l'échelle de l'AP, une économie de 300 000 journées de travail au total par an ! « Mais, affirme le rapport, le sujet est explosif »...

Il est aussi prévu une diminution de 40 % des dépenses consacrées à la promotion professionnelle, l'augmentation du prix des crèches du personnel, la suppression du système actuel de cotisation pour la sécurité sociale de l'AP qui fait que les salariés y cotisent pour

moitié et l'AP pour l'autre. Mais le rapport note que ce dernier sujet est sensible. Cela ferait moins 3 % du salaire dans un contexte de gel des salaires et d'augmentation des cotisations retraites.

Concernant les risques professionnels et les conditions de travail, le document note avec cynisme que la stratégie « devra tenir compte d'une extrême sensibilité de ce sujet, notamment des risques psychosociaux, avec en toile de fond le sujet des suicides » !

Les auteurs qui ont écrit ce plan savent que tout cela risque

de mal passer et recommandent une « pédagogie habile et une large concertation qui s'annonce difficile compte tenu de l'accumulation des projets sensibles ».

Comme on le voit, ces gens-là sont tout à fait conscients de mener une guerre contre les travailleurs, et redoutent leurs réactions. Et en effet il faudra que tout le personnel des hôpitaux livre sa propre bataille avec la même détermination pour défendre ses conditions de travail et d'existence et faire échouer ces plans.

Correspondant LO

### • Hôpital de La Timone – Marseille

# Une démission spectaculaire... et l'indigence des moyens du secteur public.

Le professeur François Nicoli de l'hôpital de La Timone de Marseille a présenté dernièrement sa démission. Neurologue réputé spécialiste de la prise en charge et du traitement en extrême urgence des AVC (accidents vasculaires cérébraux), ce spécialiste dénonce les restrictions qui touchent l'hôpital public. Il dit ne plus pouvoir continuer ainsi avec un manque criant de moyens et de personnel. Et si les raisons de son départ ont donné lieu à controverses, les carences qu'il dénonce sont bien réelles.

La démission spectaculaire de Nicoli a en effet mis en lumière l'insuffisance des moyens alloués au service public, alors que les crédits arrosent largement le secteur privé.

La ministre Roselyne Bachelot a offert 54 millions d'euros pour la construction d'un nouvel hôpital privé de 500 lits. L'Assistance Publique des Hôpitaux de Marseille (12 000 agents) ne recevra, elle,

pour la modernisation de l'ensemble de ses établissements, que 9 millions d'euros soit cinq fois moins.

Afin de supprimer 80 postes en 2012, la direction de l'Assistance publique généralise la journée de 12 heures, qui permet de tourner avec deux équipes par jour au lieu de trois. La fatigue est telle que le personnel doit souvent en fin de poste essayer de se contrôler

mutuellement, par peur d'une erreur. En plus, de nombreux départs ne sont pas remplacés, ce qui entraîne des tâches supplémentaires auxquelles les agents ont de plus en plus de mal à faire face.

Le nettoyage et le gardiennage sont confiés à des entreprises sous-traitantes dont le personnel, corvéable sans limite, est payé au lance-pierres.

Les urgences de l'AP-HM ont été regroupées, ce qui a créé une belle pagaille et une très longue attente. En effet si des places supplémentaires ont été ouvertes, le personnel, lui, n'a pas été augmenté en proportion, bien loin de là. Les chariots se heurtent et s'accumulent. Les malades, au bout de cinq à six heures, n'en peuvent plus d'attendre. Face à cela les soignants courent de l'un à l'autre et essayent d'éviter le pire.

Un autre exemple d'économie est celui du service de réanimation de l'hôpital de La Conception. Il a été décidé dernièrement qu'il était inutile

que les familles et les membres du personnel mettent des surchaussures et des surblouses stériles. La seule vraie raison est le coût et les économies à réaliser à tout prix !

Des infirmières et des médecins quittent désormais l'hôpital pour travailler dans le privé. Le problème c'est que seul l'hôpital public prend en charge tous les patients et peut mettre en œuvre les moyens techniques les plus performants... à condition que l'État lui en donne les moyens.

Correspondant LO

### • IRM

# Le progrès et son contraire

L'ASN (l'Autorité de Sécurité Nucléaire) et la Société de radiologie, donc des autorités scientifiques, viennent de tirer la sonnette d'alarme sur le fait que les patients qui passent un scanner subissent une dose de radioactivité beaucoup trop importante ; ainsi un scanner du corps entier peut délivrer l'équivalent de la dose que ne doit pas dépasser en un an un travailleur du nucléaire, ou un radiologue.

Il s'imposerait donc que nombre d'examen sous scanner soient remplacés par des examens sous IRM (imagerie par résonance magnétique). Cette dernière n'émet pas de rayons X, qui sont nocifs, et

de plus ses applications sont d'une utilité vitale pour diagnostiquer le plus rapidement et le plus précisément possible les symptômes de pathologies graves, tels que des problèmes neurologiques, des attaques cérébrales...

Le problème c'est que la France, pays pourtant riche et industrialisé, ne dispose que de 500 appareils IRM, alors qu'il en faudrait, évaluent les professionnels, 350 de plus dans les quatre à cinq ans à venir. En Europe la moyenne est de vingt appareils IRM par million d'habitants mais il n'y en a que 8,7 en France.

Rachel DITTNER



### • Renault Trucks – Lyon **Pour faire des économies la direction réduit encore le transport du personnel**

À Renault Trucks Vénissieux et Saint-Priest, il existe depuis l'époque où l'entreprise s'appelait Berliet un transport du personnel en cars de ramassage, payé par la direction. Régulièrement, celle-ci revoit à la baisse sa prestation, et aujourd'hui il ne reste plus que 700 travailleurs transportés sur un établissement de plus de 5 000 personnes.

Et sur les 700, il y a des travailleurs d'ArvinMeritor (Usine Ponts et fonderie) et d'Irisbus, entreprises qui ont été vendues par Renault Trucks, mais continuent à bénéficier du transport.

La direction vient de présenter une nouvelle réduction des lignes de cars, applicable à partir du 2 novembre 2011. Pour l'horaire journée, elle veut supprimer 9 lignes sur 14, et pour les équipes, elle veut passer de 15 lignes par équipe à 9. Il n'y aurait plus que 420 travailleurs transportés. Cela se traduirait selon la direction par une économie de 750 000 euros.

C'est évidemment les travailleurs qui paieront les conséquences. Une première action a eu lieu le 5 juillet pour protester contre cette nouvelle attaque qui touche au pouvoir d'achat. De nombreux salariés sont déjà exclus de ce type de transport, leur car ayant disparu à la suite d'une réorganisation précédente. D'autres ont des horaires qui ne permettent pas de les prendre. Ceux qui doivent prendre les transports en commun de l'agglomération lyonnaise, les TCL, ne sont évidemment pas les plus mal lotis, mais

l'indemnité transport du patron est dérisoire. Enfin, pour ceux qui habitent loin, c'est parfois un très gros problème.

Certains devront prendre leur voiture pour aller dans une gare, prendre un abonnement de train plus un abonnement pour les TCL. Quant à ceux qui n'ont pas de transports publics, ils devront prendre leur voiture et, pour certains, en acheter une. Pour une autre partie des travailleurs, la direction prône le covoiturage, même s'ils sont seuls dans leur village à travailler à l'usine ou avec des horaires de travail différents des autres.

Pour ceux qui continueront à bénéficier du transport payé par le patron, ce sera souvent des départs encore plus tôt, des correspondances entre les lignes, et parfois un trajet en voiture en plus, le car passant loin du domicile. C'est donc des frais supplémentaires et beaucoup de fatigue en plus.

Le débrayage qui a eu lieu a été bien suivi. Les travailleurs les plus touchés étaient en colère contre la direction. Et tous savent que, pour la faire reculer, une suite sera nécessaire.

**Correspondant LO**

### • Renault **25 millions sans lever le petit doigt**

Une partie de la presse a fait état d'une aide de 24,5 millions d'euros offerte à Renault par le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM), pour paraît-il, « aider au retour à l'emploi ». Un joli mensonge ! Le Fonds européen va simplement rembourser Renault de ce montant, pour avoir licencié 3 582 travailleurs dans le cadre d'un Plan au Départ Volontaire (PRV).

Ce fonds, qui dispose d'un budget annuel de 500 millions d'euros, est supposé aider au reclassement et à la recherche d'emplois de travailleurs licenciés. Le seul énoncé du fonds lui-même est suffisamment explicite pour que l'on comprenne que le grand patronat sait profiter de toutes les mannes pour déboursier le moins d'argent possible.

Pour Renault, comme beaucoup d'autres grandes entreprises, le mot licenciements est remplacé par « plans de départs volontaires » (PRV).

C'est ainsi qu'en 2008, après avoir annoncé un bénéfice de 2,7 milliards d'euros, la direction annonçait, à la veille des congés, vouloir supprimer 6 000 emplois : 1 000 à l'usine de Sandouville et 5 000 dans les structures (agents de maîtrise, techniciens...). Ces suppressions d'emplois n'étant pour la direction que des départs « volontaires ».

Au final, ce sont 4 400 salariés, dont 880 à l'usine de Sandouville et plus de 1 000 au Technocentre de Guyancourt, qui ont quitté Renault. Il y avait certes des mesures compensatoires, mais qui ne permettaient pas, loin s'en faut, de pouvoir envisager l'avenir sereinement.

Beaucoup de ces travailleurs, essentiellement à Sandouville et

Cléon, avaient été encouragés à partir en raison de leur âge. Au bout de trente ou quarante ans de travail posté sur une chaîne, les ouvriers voyaient d'un bon œil leur départ. Avec les quelques indemnités et un peu de chômage, ils pourraient tenir le coup jusqu'à l'âge de la retraite. Eh bien non ! Entretemps, l'âge de départ à la retraite a été repoussé. Après 36 mois aux Assedic, de nombreux travailleurs se sont retrouvés au RSA ou avec rien du tout suivant leur situation familiale. Certains sont obligés de retravailler un mois, voire un an. Il n'y a plus de poste pour eux en usine et trouver du travail ailleurs est illusoire.

Il faut être sans vergogne pour parler d'aide à un retour à l'emploi. Renault a annoncé pour 2010 un bénéfice de 3,49 milliards d'euros, un endettement divisé par quatre et 8,8 milliards de trésorerie disponible. Et voilà encore 24,5 millions qui tombent dans ses caisses, sans même avoir eu besoin de les mendier. Comme si Renault, qui a mis ces milliers de travailleurs dans la galère, ne pouvait pas prendre en charge cette somme ! Elle ne représente même pas 1,5% des bénéfices de 2010. La moindre des choses serait que Renault assure jusqu'au bout le droit de vivre à tous ces travailleurs. Mais cela, il faudrait lui imposer par la force collective.

Ces millions gracieusement offerts par l'Union européenne, les travailleurs n'en

verront donc pas la couleur. Car Renault va tout simplement se faire rembourser 60% de ce qu'elle a dépensé en indemnités de départs majorées, et ce qu'elle a payé à toute la kyrielle de cabinets divers et autres profiteurs en matière de recherche d'emplois. Ces cabinets sont aujourd'hui incapables de dire ce que sont devenus les travailleurs qu'ils ont eus en face d'eux. Quant à la direction, il y a belle lurette que ces travailleurs n'existent plus pour elle.

Un autre plan est rentré en application au 1<sup>er</sup> juillet 2011, pour plus de 3 000 travailleurs. Il faut être à trois ans de la retraite, avec au minimum quinze ans de travail posté ou en incapacité permanente pour pouvoir partir avec 75% du salaire brut imposable. Un plan au nom de la pénibilité au travail ? Non ! Au nom du profit seulement même si beaucoup espèrent, à juste titre, pouvoir vivre un peu.

Nul ne sait ce que ces capitalistes de l'automobile ont perçu et perçoivent encore en ristournes et aides multiples. C'est incalculable, même pour eux.

Ce qui est certain c'est qu'en 2005, Renault comptait, en France, 44 143 salariés dont 16 220 ouvriers. En 2010, il y a 35 473 salariés et 12 101 ouvriers.

De plan en plan, la direction assure avant tout les dividendes de ces actionnaires. Et cela, il faudra bien que ça cesse.

**Correspondant LO**



### • La Poste **Quand les effectifs baissent, les dividendes augmentent.**

Pour justifier les suppressions d'emplois, dans les bureaux la direction de La Poste s'appuie systématiquement sur ses estimations de diminution du courrier. C'est tout juste si l'on ne dit pas aux facteurs qu'avec internet, il n'y aura bientôt plus rien à distribuer. Mais les chiffres fournis lors du dernier conseil

d'administration de La Poste montrent que ses estimations sont pour le moins surévaluées. Alors qu'elle prévoyait une baisse de 30% du courrier entre 2009 et 2015, la direction a dû admettre que ce chiffre ne serait atteint qu'en 2016. En attendant d'autres rectificatifs, car on ne voit pas très bien sur quoi La Poste peut se baser

pour prévoir l'avenir, les suppressions d'emplois sont bien réelles, avec 11 700 en 2010 et sans doute autant en 2011.

Ce sont ces réductions d'effectifs qui font les bénéfices de La Poste, et ceux-ci sont prévus à la hausse. Pour 2015, le seul traitement du courrier dont on disait qu'il serait réduit à une peau de chagrin

rappporterait 391 millions au lieu des 151 millions prévus il y a à peine un an. Son objectif proclamé est que les bénéfices de l'ensemble du groupe (courrier, banque postale, guichets, etc.) passent de 732 millions en 2009 à 1,7 milliard en 2015 ! Quant à savoir à quoi, ou plutôt à qui cet argent servira, la réponse est claire. Le

conseil d'administration a fait passer de 25 à 36% le taux des dividendes des deux actionnaires, l'État et la Caisse des dépôts et consignations. Car il s'agit de susciter des amateurs lorsque l'État jugera opportun d'ouvrir le capital de la société anonyme La Poste au privé...

**Daniel MESCLA**

# Les militants de Lutte Ouvrière à votre rencontre

Le périple d'été des militants de Lutte Ouvrière se poursuit. Dans des centaines de villes, ils installent un stand, des drapeaux rouges et des panneaux dénonçant la politique des patrons et du gouvernement. Cela ne passe pas inaperçu et permet de rencontrer et de discuter avec un public populaire content de rencontrer des femmes et des hommes qui ne baissent pas les bras.

L'heure n'est pas – pensons-nous – à la résignation. Il n'y a aucune fatalité à subir les méfaits de cette économie folle dont le moteur est la course au profit et qui accumule les richesses entre les mains d'une minorité de privilégiés, de patrons et d'actionnaires, tandis que la majorité de la population est mise à la portion congrue. L'actualité, avec l'accélération de la crise financière ou la hausse du prix de l'essence, fournit tous les jours de nouveaux sujets d'indignation face au fonctionnement aberrant de la société capitaliste. Pour changer quoi que ce soit à ce système irrationnel et injuste, il est évident qu'il n'y a rien à attendre ni de la droite, ni de ces politiciens qui se disent de gauche. Le monde du travail, s'il veut se défendre contre les conséquences de cette crise, ne doit et ne devra compter que sur ses propres forces.

**Nous publions ci-dessous nos étapes jusqu'au 6 août prochain, mais nos circuits se poursuivent jusqu'à la fin août dans des villes dont la liste sera annoncée dans les prochains numéros de Lutte Ouvrière.**

## ORNE – EURE

**Jeudi 21 juillet:** Dreux (Eure-et-Loir)  
**Vendredi 22 juillet:** Évreux (Eure)  
**Samedi 23 juillet:** Mantes-la-Jolie (Yvelines)

## NORMANDIE – BAIE DE SOMME

**Jeudi 21 juillet:** Barentin et Maromme (Seine-Maritime)  
**Vendredi 22 juillet:** Le Tréport (Seine-Maritime)  
**Samedi 23 juillet:** Abbeville (Somme)

## RÉGION HAVRAISE

**Jeudi 21 juillet:** Fécamp (Seine-Maritime)  
**Vendredi 22 juillet:** Bolbec (Seine-Maritime)  
**Samedi 23 juillet:** Le Havre (Seine-Maritime)

## ALSACE

**Jeudi 21 juillet:** Schiltigheim et Strasbourg (Bas-Rhin)  
**Vendredi 22 juillet:** Haguenau (Bas-Rhin)  
**Samedi 23 juillet:** Illkirch-Graffenstaden et Strasbourg (Bas-Rhin)

## SEINE-ET-MARNE – YONNE

**Jeudi 21 juillet:** Montereau (Seine-et-Marne)  
**Vendredi 22 juillet:** Nemours (Seine-et-Marne)  
**Samedi 23 juillet:** Melun (Seine-et-Marne)

## AQUITAINE

**Jeudi 21 juillet:** Agen (Lot-et-Garonne)  
**Vendredi 22 juillet:** Libourne (Gironde)  
**Samedi 23 juillet:** Marmande (Lot-et-Garonne)

## CENTRE – ALLIER

**Lundi 25 juillet:** Nevers (Nièvre)  
**Mardi 26 juillet:** Moulins (Allier)  
**Mercredi 27 juillet:** Vichy (Allier)



**Jeudi 28 juillet:** Montluçon (Allier)

**Vendredi 29 juillet:** Châteauroux (Indre)

**Samedi 30 juillet:** Vierzon (Cher)

## NORD

**Lundi 25 juillet:** Valenciennes (Nord)

**Mardi 26 juillet:** Denain (Nord)

**Mercredi 27 juillet:** Maubeuge (Nord)

**Jeudi 28 juillet:** Béthune (Pas-de-Calais)

**Vendredi 29 juillet:** Douai (Nord)

**Samedi 30 juillet:** Lens (Pas-de-Calais)

## PROVENCE

**Lundi 25 juillet:** Avignon (Vaucluse)

**Mardi 26 juillet:** Nîmes (Gard)

**Mercredi 27 juillet:** Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône)

**Jeudi 28 juillet:** Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône)

**Vendredi 29 juillet:** Vitrolles (Bouches-du-Rhône)

**Samedi 30 juillet:** Arles (Bouches-du-Rhône)

## JURA – SAÔNE-ET-LOIRE

**Lundi 1<sup>er</sup> août:** Mâcon (Saône-et-Loire)

**Mardi 2 août:** Le Creusot (Saône-et-Loire)

**Mercredi 3 août:** Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire)

**Jeudi 4 août:** Dole (Jura)

**Vendredi 5 août:** Beaune (Côte-d'Or)

**Samedi 6 août:** Lons-le-Saunier (Jura)

## MANCHE – MAYENNE

**Lundi 1<sup>er</sup> août:** Caen (Calvados)

**Mardi 2 août:** Cherbourg (Manche)

**Mercredi 3 août:** Saint-Lô et Granville (Manche)

**Jeudi 4 août:** Mayenne et Évron (Mayenne)

**Vendredi 5 août:** Fougères et Vitré (Île-et-Villaine)

**Samedi 6 août:** Laval (Mayenne)

